



UNION REGIONALE DES FRANCAS DES PAYS DE LA LOIRE

Association loi 1901
Siège social : 15, boulevard de Berlin
44040 NANTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



UNION REGIONALE DES FRANCAS DES PAYS DE LA LOIRE

Association loi 1901

Siège social : 15, boulevard de Berlin
44040 NANTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Union Régionale des Francas des Pays de la Loire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les immobilisations et amortissements afférents.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article A.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 14 mai 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Hervé Willi

Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles	42 519	42 519		630	Fonds propres (avant affectation)	394 724	323 076
Terrains					Résultat de l'exercice	44 441	71 648
Constructions	3 443	1 815	1 628	1 972	Subventions d'investissement	500 000	500 000
Matériels d'activités	27 231	22 611	4 620		Total	939 165	894 724
Autres immobilisations corporelles	326 087	277 577	48 510	61 837	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	34 200	34 300
Créances rattachées à des participations	799 064		799 064	799 064	Provisions pour risques	6 372	3 440
Autres prêts et titres immobilisés	438 529	34 424	404 105	403 353	Provisions pour charges	311 876	341 918
Dépôts et cautionnements	1 838		1 838	2 184	Total	352 448	379 658
Total	1 638 710	378 946	1 259 765	1 269 041			
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées	600 255	683 729
Usagers - clients	344 336	2 230	342 107	435 778	Fournisseurs	81 343	114 506
Comptes courants Réseau	85 873		85 873	87 880	Dettes fiscales et sociales	153 558	142 211
Autres créances	20 424		20 424	27 585	Comptes courants Réseau	1 937	6 006
Charges constatées d'avance	38 244		38 244	31 339	Autres dettes	38 660	78 223
Trésorerie	441 201		441 201	491 001	Produits constatés d'avance	20 247	43 569
Total	930 078	2 230	927 848	1 073 584	Total	896 000	1 068 243
Total	2 568 788	381 175	2 187 613	2 342 625	Total	2 187 613	2 342 625

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens		
Prestations de service	1 947 808	1 980 549
Subventions d'exploitation	95 927	82 364
Dons et Mécénat	405	
Contributions financières	117 695	156 545
Reprises sur dépréciations et provisions	122 596	94 787
Produits des cessions d'immobilisations		340
Utilisations des fonds dédiés	34 300	38 750
Autres produits	255 179	287 238
Total	2 573 910	2 640 573
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	833 082	947 492
Aides financières	96 538	81 520
Impôts et taxes	80 263	76 458
Salaires	871 744	800 204
Cotisations sociales	346 547	312 840
Dotations aux amortissements	17 982	18 499
Dotations aux dépréciations		14 734
Dotations aux provisions	80 116	109 031
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	34 200	34 300
Autres charges	164 671	168 046
Total	2 525 143	2 563 123
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	48 767	77 451
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	2 913	2 702
Reprises sur dépréciations et provisions	3 874	4 363
Total	6 787	7 066
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières	11 004	11 869
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	11 004	11 869
RESULTAT FINANCIER (II)	-4 217	-4 803
RESULTAT COURANT (I + II)	44 550	72 648
Produits exceptionnels		44 768
Charges exceptionnelles		45 768
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-1 000
Impôts sur les bénéfices	109	
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	44 441	71 648

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	39 000	39 000
Bénévolat	72 700	82 100
Total	111 700	121 100
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	39 000	39 000
Personnel bénévole	72 700	82 100
Total	111 700	121 100

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 qui dégage un excédent de 44 441,26€

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social de l'association :

- gérer la formation (action déconcentrée de la Fédération Nationale) et, en ce sens, de donner à l'équipe régionale les moyens de travailler,
- gérer les moyens affectés à l'activité régionale de la délégation,
- gérer éventuellement les actions en coopération de tout ou partie des départements qui composent l'unité régionale.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

L'exercice 2024 est excédentaire à la suite des mesures prises visant à rééquilibrer l'exploitation et à reconstituer les fonds propres.

Baisse des prestations de la formation professionnelles de -4.04% et baisse des prestations de la formation habilitée de -8,73%.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	42 518,80			42 518,80
Terrains				
Constructions et agencements	3 442,78			3 442,78
Matériel d'activités	21 825,25	5 405,36		27 230,61
Agencements & aménagements divers	19 809,51			19 809,51
Matériel de transport	31 900,00			31 900,00
Matériel informatique Mobilier de bureau	271 482,67	2 894,40		274 377,07
Immobilisations en cours				
Total	390 979,01	8 299,76		399 278,77

b) Acquisitions et désinvestissements

Acquisitions :

- matériel à usage éducatif 409 livres pour unité de gestion BAFA-BAFD
- câblage informatique fibre Nantes
- 3 écrans service paie

c) Tableau de variations des amortissements,

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	41 888,45	630,35		42 518,80
Constructions et agencements	5%	1 470,84	344,28		1 815,12
Matériel d'activités	33% à 20%	21 825,25	785,78		22 611,03
Agencements & amén. divers	10%	19 557,93	251,58		19 809,51
Matériel de transport	25%	9 221,33	4 660,00		13 881,33
Matériel informatique+mobilier	33%	232 575,64	11 310,12		243 885,76
	20%				
	Total	326 539,44	17 982,11		344 521,55

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Créance rattachée à la participation SCI « Les Francas » (Subvention équipement Ville de Nantes*)	500 000,00		500 000,00
Créance rattachée à la participation SCI Les Francas (Financement nouveau siège social sur emprunt UR**)	299 064,24		299 064,24
Titres (SCI Francas (a))	363 686,28		363 686,28
Titres (Crédit Coopératif)	487,95		487,95
Autres prêts (C.I.L (c))	74 354,79	3 170,27	71 184,52
Dépôts et cautionnements (d)	1 838,40		1 838,40

* conventions Ville de Nantes et de compte courant SCI « Les Francas » / UR des Pays De Loire / AD Loire Atlantique (44)

** Crédit Municipal de Nantes / UR PDL : contrat prêt de 25 ans de 610 000 € avec acte de nantissement sur les 1120 parts détenues dans la SCI Les Francas par l'UR PDL. 492 000€ reversés en 2019 à la SCI – compensation avec créance liquide et exigible de l'UR sur la SCI en titres UR SCI 192 935.76€ (cf. ci-dessous).

(a): parts sociales de la SCI « Les Francas » (propriétaire des locaux occupés par l'AD de Loire Atlantique et l'UR des Pays de Loire): 1120 parts de 1 000 Frs = 1 120 000 Frs = 170 750.52 € (soit 56 % des parts de la SCI)

+ 444 nouvelles parts de 434.54€ = 192 935.76€. Soit un nouveau total de 1564 parts représentant 64% des parts de la SCI au 26/09/2020. Selon des estimations récentes, leur valeur vénale se situe au-dessus de leur valeur nette comptable.

(c) : dépréciés à hauteur de 34 424.12€ pour prendre en compte l'érosion monétaire (prêts N remboursables en N+20 ans)

(d) : Letetire Entrammes 53 Dépôt Garantie Loyers +révision +avenant 1838.40€.

3. Stocks - Néant

4. Usagers - clients

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	330 919,46		330 919,46
Usagers douteux	2 229,50	2 229,50	0,00
Usagers non encore facturés	11 187,49		11 187,49
Total	344 336,45	2 229,50	342 106,95

5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
4500000	Fédération nationale	2 190,31
4500500	UR Bourgogne Franche-Comté	2 788,32
4500600	UR Bretagne	23 256,79
4500622	AD22 Côtes d'Armor	920,00
4500656	AD56 Morbihan	1 584,00
4500745	AD45 Loiret	414,46
4501944	AD44 Loire Atlantique	6 291,26
4501953	AD53 Mayenne	10 558,95
4501972	AD72 Sarthe	21 236,25
4501985	AD85 Vendée	5 070,40
4501999	SCI UR Pays de Loire/AD44 Loire Atlantique	11 561,96
	Total	85 872,70

6. Autres créances

Subventions à recevoir	1 840,00
Fournisseurs acomptes	4 304,49
Partenaires liés à la Formation Habilitée et autres	5 622,26
Produits à recevoir dont liés à Uniformation	8 656,77
	20 423,52

7. Charges constatées d'avance

Maintenance réseau informatique	21 525,65
Maintenance logiciels	10 769,95
Maintenance copieurs	2 251,20
Divers frais de fonctionnement général et liés aux activités	3 696,81
	38 243,61

8. Trésorerie

Crédit Coopératif compte principal	256 297,35
Crédit Coopératif FH	9 010,64
Crédit Coopératif FP Région	16 667,97
Crédit Coopératif Livret A	84 360,41
Crédit Coopératif Livret Associations Crédit	74 854,32
Caisse	10,60
	441 201,29

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN**1. Fonds propres**

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.
 394 724,23€+ 44 441,26€ (excédent 2024) = 439 165,49€

2. Subventions d'investissement

Désignation	Brut	Taux	Net au début	Reprises	Net à la fin
Ville de Nantes subvention Investissement nouveau siège social SCI « Les Francas »	500 000,00				500 000,00
Total	500 000,00				500 000,00

3. Fonds dédiés

	Début	Dotations	Reprises	Fin
DRDJSCS Valeurs République Laïcité	1 000,00		1 000,00	
RECTORAT Nantes Devoirs faits	33 300,00	34 200,00	33 300,00	34 200,00
Total	34 300,00	34 200,00	34 300,00	34 200,00

4. Provisions	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques (b)	3 440,00	6 372,00	3 440,00	6 372,00
Provisions pour risques A.D				
Provisions pour risques	3 440,00	6 372,00	3 440,00	6 372,00
Engagement de retraite du personnel (a)	229 880,19	33 744,14	71 798,59	191 825,74
Provision pour charges diverses (c)	112 037,35	40 000,00	31 987,35	120 050,00
Provisions pour charges	327 355,07	73 744,14	103 785,94	311 875,74
Immo. financières (Prêts CIL)	38 297,96		3 873,84	34 424,12
Usagers	17 600,05		15 370,55	2 229,50
Autres débiteurs				
Comptes courants Francas				
Dépréciations	60 600,08		19 244,39	36 653,62
Total	391 395,15	80 116,14	126 470,33	354 901,36

Dotations / reprises d'exploitation 80 116,14 122 596,49

Dotations / reprises financières 3 873,84

Dotations / reprises exceptionnelles

Total 80 116,14 126 470,33

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 114 682,98

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 11 787,35

Total 126 470,33

(a) : Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 40%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision, hormis pour les personnels administratifs. En 2024 Dotations de 33 744,12€ et reprise de 71 798,59€ suite départ de personnel.

(b) : 2020 Dotations provision risque créance forum international, 2022 reprises 1560€. 2024 dotations Coriolis (c) : 2022 provisions charges FP et Siège. /2023 provisions pour RH/mobilités stagiaires FP/FIDEC/Événements mouvements régionaux et départementaux ; congrès de Marseille/ 2024 : reprises DLA FP, FIDEC, 70ans AD72, charges informatiques et dotations pour charges congrès de Marseille militants des ADs et dotations aux provisions pour charges part fixe aux ADs.

5. Emprunts et dettes assimilées	Début	Remboursement	Fin	- d'1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Autres emprunts (26/06/19-25 ans - 2044) CMN	521 031,65	20 858,30	500 173,35	21 270,80	112 833,00	366 069,55
Autres emprunts PGE (03/07/20- 5 ans report covid 03/07/2026)	162 697,53	62 616,01	100 081,52	63 074,65	37 006,87	
Total	638 729,18	83 474,31	600 254,87	84 345,45	149 839,87	366 069,55

6. Fournisseurs

Fournisseurs, dont factures non parvenues 6 600€

81 343,01

7. Dettes fiscales et sociales

Personnel	1 148,21
CSE	541,65
Congés payés	86 707,19
Urssaf	33 499,00
Caisse Prévoyance Chorum	3 415,85
Caisse Retraite Malakoff Médéric	8 988,54
Mutuelle MGEN	735,76
Médecine du travail Angers	113,83
CPAM	1 047,37
Prélèvement à la source	1 604,00
Impôt sur les produits financiers	109,00
Taxe sur les salaires	5 473,00
Formation Professionnelle Uniformation	7 845,00
Taxe emploi Handicap AGEFIPH	2 330,00
	153 558,40

8. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
4500629	AD29 Finistère	511,72
4500718	AD18 Cher (Indre)	78,53
4501949	AD49 Maine et Loire	1 346,41
Total		1 936,66

9. Autres dettes

Comptes usagers	5 101,64
Autres créditeurs	1 924,23
Frais des bénévoles FH	22 161,76
Charges à payer diverses (dont 2 648,12€ liées à la FP et 6 556,75€ liés à la FH)	9 471,88
	38 659,51

10. Produits constatés d'avance (liés à la FH)**20 247,15****V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****1. Prestations de service**

	Exercice clos			Exercice précédent		
	Quantité	Nb stagiaires	Montant	Quantité	Nb stagiaires	Montant
Formation habilitée	7 511 Journées	1 027	476 329,80	8 845 Journées	1 190	521 915,25
Formation professionnelle (hors subvention et autres prestations)	60 934,25 Heures	370	877 092,25	63 568,60 Heures	509,17	913 979,35
Autres			184 777,97			158 313,80
Total Prestations			1 538 200,02	Total Prestations		1 594 208,30

Type de Prestations	Exercice clos	Exercice précédent
<i>Accompagnement et Animation organisations affiliées aux Francas</i>	13 156,68	
<i>Accompagnement Francas des Pays de Loire</i>	253 332,79	249 426,13
<i>Autres produits des activités annexes dont remboursement Uniformation</i>	143 118,31	136 914,14
Total Prestations	409 607,78	386 340,27

2. Subventions

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministère Education Nationale/ rectorat	57 000,00	55 500,00
DRAJES – FDVA	15 500,00	10 500,00
Conseil Régional	5 000,00	0.00
Conseil Départemental	0.00	0.00
Communes	0.00	0.00
Aides à l'emploi et service civique (ASP)	7 346,67	5 703,33
FONJEP	10 660,00	10 661,00
Autres subventions	420,00	0,00
Total	95 926,67	82 364,33

3. Contributions financières	Exercice clos	Exercice précédent
CFA FP	1 133,85	31 028,63
SLEP FP	120,00	
Mairie Champagne	100,00	
AD85 Soutien mobilité FP	500,00	200,00
Fédération nationale – part fixe	95 000,02	95 000,03
Fédération nationale – part variable	20 841,49	18 838,19
Fédération nationale – Equipements numériques	0,00	11 478,59
Total	117 695,36	156 545,44

4. Aides financières

	Exercice clos	Exercice précédent
AD44 Fédération nationale	19 797,30	19 455,50
AD49 Fédération nationale	16 208,00	16 768,60
AD53 Fédération nationale	13 774,70	13 518,00
AD53 FIDEC	13 000,00	
AD72 Fédération nationale	14 837,00	14 478,70
AD72 Evénement militants	2 000,00	
AD85 Fédération nationale	16 921,20	16 959,00
Total	96 538,20	81 179,80

5. Produits et Charges exceptionnels

Néant.

Aucun événement exceptionnel et inhabituel survenu au cours de l'exercice

Le journal officiel du 12/08/95 oblige les dispensateurs de formation professionnelle qui ont un statut de droit privé, à détailler les subventions reçues pour celle-ci dans les tableaux ci-après.

TABLEAU I Ressources de l'organisme

ORIGINE DES FONDS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
I RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
Entreprises	335,47	35,66	212,69	21,31
Etat, collectivités locales, étés publics	66,87	7,13	39,93	4,00
Entreprises: Via Uniformation, Fongecif, OMA, FAF	9,10	0,97	32,51	3,26
Particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-total I	410,24	43,77	285,13	28,57
II RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS POUR PUBLICS SPECIFIQUES				
Instances européennes	0,00	0,00	10,51	1,05
Etat	8,50	0,91	38,00	3,81
Régions	136,37	14,55	203,66	20,41
Autres ressources publiques, Pôle Emploi, collectivités territoriales	0,90	0,10	0,00	0,00
Sous-total II	145,77	15,55	252,17	25,27
III AUTRES				
Autres organismes de formation	360,38	38,45	427,79	42,86
Autres ressources produits	20.74,74	2,2.23	32,98	3,30
Sous-total III	381,32	40,68	460,77	46,17
Total des ressources	937,32	100,00	998,07	100,00

TABLEAU II Décomposition des actions par finalité

FINALITE DES ACTIONS	Exercice clos		Exercice précédent	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
Diplômantes (1)	836,16	89,21	822,93	82,45
Perfectionnement prof. et qualifiant(2)	40,93	4,37	91,05	9,12
Autres	60,23	6,43	84,09	8,42
Total	937,32	100,00	998,07	100,00

(1) Diplômes nationaux, titres homologués. (2) Certificats de branches, certificats d'entreprises, attestations.

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1) au 31/12	E.T.P. (2) sur l'année	Effectif (1) au 31/12	E.T.P. (2) sur l'année
Cadres	8	6,56	6	5,73
Employés	18	14,99	18	15,36
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)				
Total	26	21,55	24	21,09

(1) Effectif à la clôture quelle que soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	22	262	27	229

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Loyers restant dus :

Photocopieurs KONICA OMR (contrats Nantes sur relevés)

Photocopieurs KONICA OMR (contrats locations Nantes/53/72/85 9044.80€/an)

LETERTRE Entrammes 53 bail commercial 01/04/21 (9 ans) 3 bureaux 8 stationnements + Avenant 01/01/2024

location salles (2024 1149€/mois)

Iliane CCLS loc. Firewall Stormshield 02/02/22 au 01/02/25 (296,24€x2 M) 592,48

Iliane LEASCORP-FRANFINANCE loc. Firewall Stormshield 04/03/2025 au 01/03/2028 (456€x36.8M) 16 765,81

Free2Move/CREDIPAR Loc. sans OA véhicule C3 GD783PV 30/12/21 restitution anticipée 15/01/2025 2 906,16

PSA/CREDIPAR Crédit-bail véhicule C3 FF613VK 30/09/22 au 31/10/26 (425,25€x22M) 9 355,50

GEMY/CGI FINANCE LOA véhicule C3 FJ516CQ 25/03/23 au 05/04/27 (215,18€x28M)
GEMY/CGI FINANCE/ Location LD véhicule C3 GW941CL 04/24-05/28 (259,70€x41M)

6 025,04
10 647,70

4. Engagements hors bilan

Cautions et hypothèques accordées par l'association :

Des parts sociales détenues par l'UR dans la SCI « Les Francas » (1120 parts soit 56% du capital) sont nanties au profit du Crédit Municipal de Nantes dans le cadre de l'emprunt de 610 000 € contracté par l'UR Pays De Loire (PDL) d'une durée de 25 ans à compter du 24 juin 2019. L'UR PDL est liée à la SCI, par des conventions de comptes courants en date du 11 avril 2018.

Engagements donnés :

Les associations départementales des Pays de Loire ont participé et continuent de participer annuellement au financement des indemnités de départ en retraite des personnels chargés de mission employés par l'Union Régionale des Francas des Pays de la Loire et mis à disposition totalement ou partiellement auprès des associations départementales précitées. L'UR Francas des Pays de Loire s'est engagée à reverser aux ADs les sommes de ces indemnités en cas de départ des salariés concernés pour un motif autre que la retraite ou le licenciement (sauf pour faute).

L'Union régionale des Pays de la Loire des Francas s'est engagée conventionnellement à reverser à l'association départementale du Maine et Loire la somme de 14 554.58 € et à l'association départementale de la Mayenne la somme de 847.76€ en cas de départ de la Fédération nationale des Francas du Délégué national formation Bretagne Pays de la Loire pour un motif autre que la retraite ou le licenciement pour motif non privatif d'indemnité.

Engagements reçus : La Fédération nationale des Francas s'est engagée conventionnellement à reverser à l'UR Pays de Loire la somme de 24 224.44 € en cas de départ du Délégué national formation Bretagne Pays de la Loire pour un motif autre que la retraite ou le licenciement pour motif non privatif d'indemnité.

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite (locaux, services) et prestations en nature internes et externes

En 2024 130 jours de mise à disposition de locaux valorisés à 39 000€ (écoles, centres loisirs pour BAFA-BAFD)

b) Bénévolat / Personnel bénévole

En 2024, le bénévolat est répertorié ainsi :

63 jours par les cadres militant.es valorisés à 6 300€ (les membres du bureau de l'UR / les membres du CA / Les participants aux conférences des ADs - commission / les responsables de session BAFA-BAFD)

287 jours par les militant.es valorisés à 28 700€ (les formateurs BAFA/BAFD)

327 jours par les bénévoles valorisés à 32 700€ (les certificateurs FP / intervenants)

Soit un total de 727 jours, ce qui représente environ 2,80 temps plein valorisés à 72 700€

En 2023 un total de 821 jours, ce qui représente environ 3.16 temps plein valorisés à 82 100€

En 2022 un total de 960 jours, ce qui représente environ 3.69 temps plein valorisés à 96 000€.